

Appeler les choses par leur nom

LUC VAN CAMPENHOUDT

Au regard de l'abrupte réalité, le langage lénifiant et politiquement correct qu'on nous a servi et nous sert encore à profusion semble bien décalé et inadéquat. On nous parle constamment de « gouvernance », de « pilotage », de « régulation », de « management public » ; en revanche des mots, somme toute assez clairs, comme « autorités », « pouvoir », « loi » ou « administration » ont pris un sacré coup de vieux. Cette caduque administration ne doit plus « administrer » et assurer des « services publics » dans l'« intérêt général » ; c'est dépassé ! Le « management public » doit être « performant » et faire des « résultats ».

Tout cela ne ressortit plus d'un ensemble de « chantiers » impliquant un travail et des « responsabilités » de longue durée, mais de « challenges » tapageurs. Il ne faut plus être « réaliste » et « concret » ; il faut « positiver » et être « pragmatique », c'est-à-dire ne considérer comme vrai et important que ce qui s'inscrit dans le schéma étriqué qui a été tracé. On n'« informe » plus, on fait de la « com' ».

C'est pourquoi, on évitera, aussi longtemps que possible, de parler de « rigueur » et d'« austérité » ; on parlera plutôt d'« assainissement budgétaire » et de « relance ». Le problème n'est pas simplement celui de la langue de bois, évoqué dans la bonne humeur par quelques responsables politiques ce dimanche 8 janvier, au cours de la dernière émission *Controverses* sur RTL-TVI animée par Pascal Vrebos. Ce sont les catégories mêmes de pensée qui sont en cause, à partir desquelles s'élaborent la conscience et la compréhension des choses.

On ne cesse de nous bassiner avec de la « bonne gouvernance », devenue la finalité et le principe d'évaluation du mode de fonctionnement des institutions — ose-t-on encore ce mot d'un autre âge ? — publiques et privées.

Parlons-en. Si « bonne gouvernance » veut dire « information » et « concertation », le ministre Van Quickenborne qui espérait « un peu plus de compréhension » et a annoncé, après coup seulement, une « grande campagne de communication », nous en donne un exemple édifiant.

Si elle veut dire « transparence », on est resté effaré par les informations qui nous parviennent presque toujours par la bande sur les primes et bonus indécents de ceux qui ont dirigé les grands groupes sauvés par les fonds publics au prix de l'appauvrissement général.

Si « bonne gouvernance » signifie « anticipation », on reste muet face, par exemple, aux perspectives de la Stib qui sera incapable d'absorber les 30 % à 50 % de voyageurs prévus en plus en 2016 sur un réseau déjà quasi saturé ; on tombe des nues en apprenant que leur numéro Inami sera refusé à des centaines de diplômés en médecine dans un contexte de pénurie de médecins obligeant à aller les chercher à l'étranger ; plus fort encore, face aux urgences en matière économique, les questions environnementales sont brusquement reléguées au second plan... avant de nous revenir sous peu dans la figure, tel un boomerang.

Si « bonne gouvernance » signifie « être conséquent », on reste pantois devant les contradictions entre les campagnes visant à décourager l'usage de la voiture et l'absence d'investissement suffisant dans des transports en commun dont le prix va encore augmenter partout ; ou encore entre les déclarations musclées et répétées depuis des années en faveur d'une plus grande rigueur dans l'application des peines et l'important retard d'investissements dans les équipements pénitenciers et dans l'encadrement des détenus¹.

Si « bonne gouvernance » signifie « impartialité », la persistance, après et malgré les scandales carolorégiens, d'affaires liées à l'attribution des marchés publics et aux abus de pouvoir est consternante.

Si elle signifie « objectivité » et « rigueur » dans l'analyse des situations et dans la manière d'y faire face, le recalage par la Commission européenne des prévisions budgétaires du nouveau gouvernement tombe comme une douche froide.

N'en jetons plus, la coupe est pleine.

¹ Retard que le gouvernement vient seulement de décider d'essayer de rattraper au moment où nous bouclons ce numéro.

Que les problèmes soient graves et difficiles à résoudre, plus personne n'en doute. Mais la première condition pour les résoudre est d'appeler les choses par leur nom. Si les documents des grandes institutions se caractérisent par un jargon indigeste et tortueux, si tant de responsables politiques et économiques — et leurs intellectuels organiques — se payent tant de mots, c'est que c'est fonctionnel pour eux : camoufler les profondes fractures sociales et divergences d'intérêts sous une idéologie consensualiste qui profite généralement aux plus forts, garder bonne figure face à une opinion que l'on craint de désespérer, ou refouler leur propre angoisse due à leur sentiment de relative impuissance face à la complexité et la gravité de la situation. Il est moins facile, comme l'a montré récemment une ministre italienne qui n'est pas cynique, de prononcer crânement en public un mot comme « sacrifices ».

Mais, si la plus grande partie de la population est condamnée à faire des sacrifices, qu'au moins on n'embrouille pas sa compréhension de la situation sous un fatras d'euphémismes et de « concepts » alambiqués. L'homme de la rue (que nous sommes tous un peu) aime qu'on appelle un chat un chat. On le lui doit bien au moment où il est contraint de se serrer la ceinture.

Si, au lieu de parler « politiquement correct », on se mettait à parler « correctement politique ». ■